



2009-10-30

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens: [Publicatie](#) [BelgoStat On-line](#) [Information générale](#)

### **Au troisième trimestre de 2009, l'activité économique a augmenté de 0,5 p.c.**

Selon la première estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), l'activité économique s'est redressée **au troisième trimestre de l'année 2009**. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,5 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le PIB diminue encore de 3,5 p.c., un rythme un peu moins rapide qu'un trimestre plus tôt (-4,2 p.c.).

Les estimations relatives aux trimestres précédents ont été actualisées sur la base des nouveaux comptes annuels (relatifs à la période 1995-2008) diffusés à la fin du mois de septembre<sup>1</sup> et d'une version plus complète des principales données de base (indices de la production industrielle, statistiques de la TVA, du commerce extérieur et de la balance des paiements).

L'activité économique s'est pratiquement stabilisée **au deuxième trimestre de l'année 2009** : en volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a diminué de 0,1 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, ce résultat accentue toutefois le repli de la croissance, celle-ci s'inscrivant en retrait de 4,2 p.c., alors qu'elle avait diminué de 3,7 p.c. au premier trimestre de 2009.

L'activité est encore en recul dans l'industrie, de 0,8 p.c. par rapport au trimestre précédent (après une diminution de 4,0 p.c. au premier trimestre), et, très modérément, dans les services (baisse de 0,1 p.c., alors qu'elle avait diminué de 1,4 p.c. au trimestre précédent). Dans la construction, en revanche, une légère progression est observée (+0,2 p.c. par rapport au trimestre précédent, contre une baisse de 2,4 p.c. un trimestre plus tôt).

Les dépenses intérieures du secteur privé se sont encore affichées en baisse, en particulier celles des ménages: leurs dépenses de consommation privée ont à nouveau reculé (-0,4 p.c., contre -0,7 p.c. au premier trimestre), de même que leurs investissements en logements, de façon plus marquée (-1,3 p.c.). La formation de capital fixe des entreprises a légèrement diminué, de 0,1 p.c., après un recul de 3,1 p.c. au premier trimestre.

La demande extérieure est également restée en retrait, loin cependant des fortes chutes observées aux deux trimestres précédents: les exportations de biens et services ont diminué de 1,3 p.c., contre 5,3 p.c. au premier trimestre et 9,1 p.c. au quatrième trimestre de 2008.

Au deuxième trimestre de 2009, l'emploi aurait poursuivi son recul par rapport au trimestre précédent (-0,4 p.c.). Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, il est désormais également en baisse, de 0,3 p.c. (soit une diminution de près de 13 000 travailleurs), contre une progression de 0,5 p.c. (plus de 22 000 travailleurs) au premier trimestre.

<sup>1</sup> Les comptes nationaux annuels 1995-2008 ont été mis à la disposition du public dans la base de données Belgostat le 30 septembre 2009. La publication proprement dite, incluant les commentaires et notes méthodologiques, est diffusée ce vendredi 30 octobre, en même temps que l'estimation flash du troisième trimestre.

S'ajustant plus rapidement à la conjoncture, l'évolution du volume de travail des salariés s'est retournée plus tôt que celle de l'emploi, en raison notamment du recours massif à différentes formules - le chômage temporaire principalement - qui permettent de garder les salariés en emploi mais se marquent en revanche dans le nombre d'heures travaillées. A un trimestre d'écart, le volume de travail a poursuivi son repli au deuxième trimestre (-0,5 p.c.).

Bien qu'habituellement, les administrations publiques dégagent un surplus de financement au deuxième trimestre, elles présentent en 2009, pour la première fois depuis 1997, un besoin de financement d'environ 1,1 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs.

Toutefois, l'ampleur de ce déficit doit être interprétée avec la plus grande prudence. En effet, le report des échéances de paiement en matière de précompte professionnel adopté dans le cadre du plan de relance en vue de préserver la position de liquidité des entreprises et des indépendants rend délicate la mesure de l'évolution des recettes de précompte professionnel. Ces données ont, de ce fait, un caractère très provisoire.

Le résultat négatif est la conséquence d'une diminution des recettes combinée à une forte croissance des dépenses primaires. Le recul des recettes est imputable autant à l'évolution des impôts directs des sociétés, impactés par une forte chute des versements anticipés, qu'à celle des impôts indirects, toujours affectés par la contraction de l'activité économique. L'augmentation des dépenses résulte principalement de la progression des prestations sociales. La prise en compte du remboursement d'impôts des ménages, suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 2 avril 2009 concernant une réduction d'impôt dont étaient exclus certains chômeurs mariés ou cohabitants légaux, explique la croissance des transferts en capital.

**AGRÉGATS TRIMESTRIELS****PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME***(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)*

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2006 I	3,1	0,6
II	2,7	0,4
III	2,8	0,8
IV	2,5	0,8
2007 I	3,0	1,0
II	3,2	0,6
III	2,8	0,5
IV	2,4	0,4
2008 I	2,0	0,5
II	1,8	0,4
III	1,1	-0,2
IV	-1,5	-2,1
2009 I	-3,7	-1,8
II	-4,2	-0,1
III	<b>-3,5</b>	<b>0,5</b>

**PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT***(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

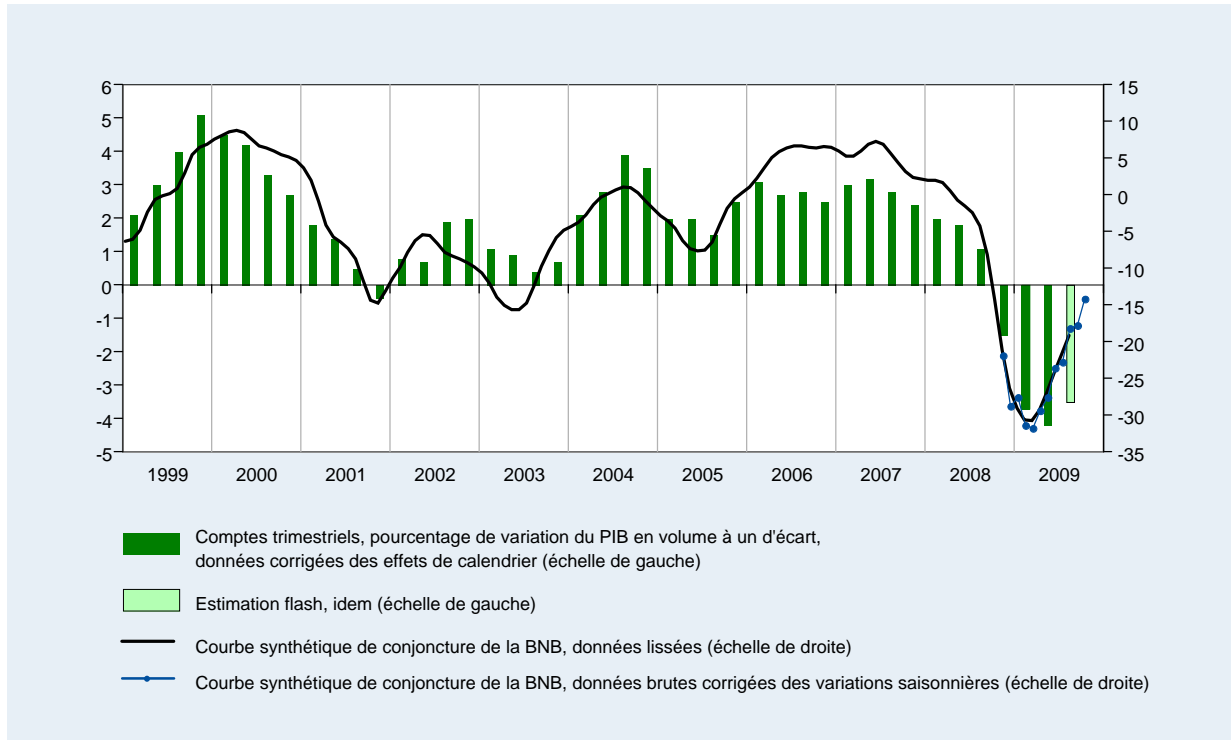
	2007		2008				2009	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>1. Valeur ajoutée</b>								
Industrie	0,6	0,1	0,5	0,1	-0,5	-6,3	-4,0	<b>-0,8</b>
Construction	-1,8	0,4	1,8	-0,5	-0,1	-2,8	-2,4	<b>0,2</b>
Services	0,8	0,4	0,7	0,7	-0,1	-1,1	-1,4	<b>-0,1</b>
<b>2. Dépenses</b>								
Dépenses de consommation privée (1)	0,3	0,3	0,6	0,2	0,1	-1,2	-0,7	<b>-0,4</b>
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,8	0,9	1,0	0,8	0,5	0,7	0,1	<b>0,3</b>
Formation brute de capital fixe totale	1,6	2,1	1,2	0,6	-0,9	-0,8	-2,4	<b>0,3</b>
entreprises	2,6	3,5	1,5	1,1	-1,0	-2,1	-3,1	<b>-0,1</b>
logements	-0,5	0,0	-0,5	-0,7	-0,6	-0,1	-0,7	<b>-1,3</b>
administrations publiques (2)	0,5	-3,9	4,3	1,0	-1,1	10,0	-1,7	<b>9,8</b>
Demande intérieure (hors stocks)	0,7	0,9	0,8	0,4	0,0	-0,6	-0,9	<b>-0,1</b>
Variations des stocks (3)	0,1	-0,2	-0,1	0,0	0,2	-0,6	-0,6	<b>-0,4</b>
Exportations de biens et services	1,0	0,4	1,7	2,4	-1,4	-9,1	-5,3	<b>-1,3</b>
Importations de biens et services	1,4	0,7	2,1	2,5	-0,9	-8,3	-5,6	<b>-1,1</b>
Exportations nettes de biens et services (3)	-0,3	-0,2	-0,3	-0,1	-0,4	-0,7	-0,3	<b>0,5</b>
<b>3. Marché du travail</b>								
Nombre total de travailleurs	0,4	0,6	0,6	0,4	0,3	0,1	-0,4	<b>-0,4</b>
Volume de travail des salariés	0,6	0,5	0,7	0,3	-0,3	-0,5	-0,7	<b>-0,5</b>

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Les mouvements importants enregistrés dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques s'expliquent par des ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements.

(3) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

## PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN